

*Football canadien—Loi*

de la LCF? Ce serait là le genre de compensation que devrait exiger le gouvernement pour donner à la LCF la protection qu'il lui donne par le bill à l'étude.

Mais, sérieusement, nous savons tous que la LCF n'est pas si canadienne qu'elle le prétend. Les jeunes aspirants footballeurs canadiens n'ont guère de possibilités de devenir des vedettes dans la ligue; les gros traitements iront encore aux Américains, comme cela a toujours été le cas. Les nominations à l'équipe étoile, les trophées Schenley, iront encore aux Américains, comme ce fut le cas depuis quelque 25 ans. D'un autre côté, la participation torontoise à la Ligue mondiale de football ouvrirait de nouveaux débouchés pour de bons joueurs canadiens. Elle a déjà eu ce résultat, monsieur l'Orateur, tout comme la création de la Ligue mondiale de hockey a ouvert de nouvelles perspectives de carrières aux jeunes joueurs de hockey canadiens.

Dans le contexte du débat d'aujourd'hui, j'estime devoir au moins évoquer la possibilité d'une mesure législative de représailles de la part du Congrès des États-Unis. Combien de centaines de bons joueurs de hockey canadiens font maintenant carrière aux États-Unis et combien de législateurs du Sénat ou du Congrès américains se sont fait demander par leurs commettants pourquoi ils n'adoptent pas une mesure semblable pour permettre aux jeunes joueurs de hockey américains d'évoluer dans les ligues professionnelles, pourquoi on ne peut américaniser le hockey. Car, après tout, la coupe Stanley devient une institution américaine; de plus en plus, ce sont les villes américaines qui l'emportent, et cette année ne fait pas exception. Il se forme déjà un groupe de pression au congrès et au sénat américains en vue de représailles qu'une loi comme celle dont nous sommes saisis ne peut qu'intensifier. C'est mal à mon avis. Un grand nombre de nos jeunes joueurs de hockey entrevoient désormais une foule de possibilités nouvelles et je ne voudrais pas appuyer un projet de loi qui aurait comme résultat de les limiter.

Qu'a fait le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social autre que des menaces occasionnelles et, évidemment, le bill à l'étude? Il pourrait peut-être nous dire au cours du débat ou aux réunions du comité quels contacts il a eus avec les dirigeants ou le président de la Ligue nationale de football. Car c'est cette ligue qui constitue la menace sérieuse, si elle s'établit à Montréal. Les Northmen de Toronto et la Ligue mondiale sont, à bien des égards, des boucs émissaires. Le ministre a-t-il tenté de soutirer au président de la LNF un engagement que le ligne ne s'établira pas au Canada parce qu'une telle décision irait à l'encontre de la politique du gouvernement? Rien ne me prouve que de tels contacts aient eu lieu et il me plairait d'entendre le ministre ou son secrétaire parlementaire nous préciser, le genre et le contenu de toute communication échangée avec la Ligue nationale de football.

J'aimerais aussi que le ministre nous fasse part des entretiens qu'il a pu avoir avec le maire de Montréal. Le ministre des Postes (M. Ouellet) pourrait nous dire quels contacts il a eus avec le maire de Montréal au sujet du nouveau stade qui doit être financé en partie par un programme d'initiative fédérale de vente de pièces de monnaie et de timbres-poste. Sauf erreur, le ministre s'est en effet entretenu avec le maire de Montréal juste avant de prononcer son discours à Regina le 21 février et le maire n'a alors rien promis en ce qui concerne l'utilisation du stade olympique par la Ligue nationale de football. Le maire s'est peut-être ravisé depuis. Peut-être se montrera-t-il conciliant. Je voudrais une preuve quelconque des

efforts de communication avec le maire de Montréal. Je sais qu'on a essayé de parler au maire et au président du conseil municipal de Toronto.

Nous savons toutefois, de la bouche même du ministre, qu'il n'a pas communiqué avec les Northmen de Toronto avant son discours du 21 février à Regina, en dépit du fait que l'établissement d'une concession de la Ligue mondiale à Toronto avait été annoncée six mois auparavant, en août 1973. La nouvelle a bien entendu paru dans tous les quotidiens et elle a été diffusée dans tout le pays. Les amateurs de sports n'étaient pas les seuls à le savoir; je suppose que le gouvernement était au courant. J'ai l'impression que si le ministre voulait un peu plus communiquer, il pourrait légiférer un peu moins. Je dois reconnaître au ministre le mérite d'avoir rencontré les propriétaires des Northmen deux fois à la mi-mars, après son coup de massue du 21 février à Regina.

Malgré toutes les garanties que les propriétaires des Northmen étaient disposés à offrir, celles de compenser toute perte de péréquation, de n'établir d'équipe dans aucune autre ville, de ne nuire en aucune façon à la télédiffusion nationale et de ne pas recruter dans les autres équipes, le ministre, en présentant le 10 avril un bill restrictif et rétroactif, a pratiquement coupé toute communication. En d'autres termes, le ministre a jeté le gant et les ministériels sont prêts à se battre. Je trouve ce comportement un peu étrange, étant donné les observations faites par le député de York-Ouest qui a pris la relève du ministre comme seul autre porte-parole du gouvernement à avoir eu le courage de prendre part au débat.

● (1610)

Je rappelle les propos du député de York-Ouest, que je suis heureux de voir à son fauteuil, et qui a donné sa version de la façon dont les communications se faisaient entre le gouvernement et ceux qui seront touchés par le bill:

Je rappelle à mes honorables amis d'en face que le gouvernement était forcé de légiférer ayant déjà fait connaître sa politique de façon claire et nette, il y a environ 17 mois, par l'intermédiaire de l'ancien ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, politique qu'a réaffirmée le ministre actuel (M. Lalonde) lorsqu'il a accepté ce porte-feuille. Le gouvernement a été forcé de légiférer; c'est pourquoi nous sommes maintenant saisis du présent bill.

Je demande aux députés et à tous les gens de la région de Toronto qui a forcé le gouvernement? Où voit-on ce formidable groupe de pression qui a exigé que le gouvernement prenne des mesures en réponse à cette demande largement répandue? Par qui le gouvernement a-t-il été forcé? Je pense que le député de York-Ouest porte peut-être des œillères politiques parce qu'il a déclaré plus tard au cours de son intervention:

Je suis sûr que si on leur explique la situation, la grande majorité des Torontois appuieront le gouvernement...

Le député de York-Ouest s'est compromis. Qu'il vienne maintenant prendre la parole à Toronto sur cette question.

Fait intéressant, un comité institué à Toronto a été chargé d'examiner sérieusement la question à l'étude actuellement à la Chambre et tiendra des réunions à l'Hôtel de ville de Toronto. C'est le comité des amateurs de football de Toronto. Il a invité, je pense, tous les membres de la Chambre des communes à assister à ces délibérations et à y exprimer leur opinion. Bon nombre de gens ont accepté l'invitation à cette réunion mais, chose étrange, le seul partisan du bill qui n'ait pas encore accusé réception de l'invitation et accepté d'y assister est le secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Cafik). Je suis ravi, bien sûr, de